

بسم الله الرحمن الرحيم

Un regard sur l'actualité

31/07/2026

Les Nations unies : « Les États doivent agir pour mettre fin aux pratiques de mise à mort et de dépossession dirigées contre le peuple palestinien, ainsi qu'à l'occupation menée par l'entité sioniste. »

Le 28/07/2026, le ministre de la Guerre de l'entité sioniste, Yisrael Katz, a ordonné à son armée d'étendre les opérations offensives menées en Cisjordanie. Dans ce cadre, environ 26 bataillons ont été déployés en Cisjordanie.

Cette situation montre que l'entité sioniste poursuit son projet d'établir un contrôle total sur la zone B, qui représente environ 18 % de la Cisjordanie, afin de ne plus avoir besoin des services de l'Autorité palestinienne dans cette zone. À cela s'ajoute la zone C, qui représente environ 60 % de la Cisjordanie et se trouve déjà entièrement sous le contrôle de l'entité sioniste. L'objectif final consiste à encercler la population palestinienne vivant dans la zone A, qui représente environ 12 % de la Cisjordanie, et à l'y enfermer.

Cette répartition des zones repose sur l'Accord d'Oslo signé en 1993. Bien que le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, ait reconnu que cet accord constituait une « trahison », il a néanmoins déclaré : « *Nous voulons cet accord de trahison.* » Il a ainsi montré qu'il n'avait désormais plus honte de trahir, mais qu'au contraire il s'en glorifiait. Il a également qualifié de « sacrée » la coordination sécuritaire avec l'entité sioniste, c'est-à-dire la coopération qu'il entretient avec elle.

Depuis environ une semaine, l'armée de l'entité sioniste et les milices de colons juifs qui usurpent les terres palestiniennes en Cisjordanie ont intensifié leurs attaques contre les habitants de la région et leurs biens. Elles ont démoli des habitations et des installations, usurpé davantage de terres palestiniennes, établi de nouveaux points de colonisation et étendu les colonies existantes.

Dans un communiqué publié le 29/07/2026, l'agence de presse officielle palestinienne WAFA a indiqué : « *En l'espace de deux jours, les forces d'occupation ont démoli plus de treize habitations ainsi que trois installations dans les gouvernorats de Jérusalem, Ramallah et Jénine.* »

Comme on le sait, depuis le lancement de l'agression de l'entité sioniste contre Gaza le 7 octobre 2023, les attaques menées en Cisjordanie se sont elles aussi nettement intensifiées. À la suite de ces attaques, 1 182 personnes sont tombées en martyrs en Cisjordanie, plus de 13 000 personnes ont été blessées et près de 24 000 personnes ont été arrêtées.

La porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, Ravina Shamdasani, a déclaré le 29/07/2026 :

« À une époque où les attaques des colons de l'entité sioniste, la construction de colonies et l'établissement de nouveaux points de colonisation ont atteint leur niveau le plus élevé de l'histoire, les autres États doivent agir de toute urgence et de manière concertée afin de mettre un terme aux pratiques de mise à mort et de dépossession qui continuent de viser le peuple palestinien, ainsi qu'à l'occupation menée par l'entité sioniste. »

La porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme appelle les États à agir pour protéger le peuple palestinien. Mais peut-on attendre des autres qu'ils passent à l'action alors que les États actuels des terres arabes et des terres d'Islam, en particulier les États voisins de la Palestine, ne sont eux-mêmes pas passés à l'action ?

Depuis plus de deux ans, ces États ne sont pas passés à l'action pour sauver la population de Gaza du génocide. De plus, ce génocide se poursuit toujours. Il ne faut donc pas s'attendre à ce qu'ils passent également à l'action pour sauver le peuple palestinien de Cisjordanie. En effet, des États tels que l'Égypte, la Jordanie, la Turquie, les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Maroc, qui se sont engagés dans la normalisation avec l'entité sioniste et ont ainsi commis une trahison, ne sont toujours pas revenus sur cette normalisation ; ils n'ont même pas rompu leurs relations diplomatiques avec l'entité sioniste.

Tout cela montre que ces États coopèrent avec l'entité sioniste et qu'ils ne s'écartent pas des ordres de leurs maîtres qui se trouvent à la Maison-Blanche, à Washington. Il devient dès lors légitime d'œuvrer à leur élimination et de s'employer avec le plus grand sérieux à établir l'État qui délivrera la Palestine et le peuple palestinien des crimes commis par ceux-ci. Cet État est le Califat bien guidé selon la méthode prophétique.

Oman présente une proposition relative à la gestion du détroit d'Ormuz alors que les États-Unis reprennent leurs attaques contre l'Iran.

Selon une information rapportée par l'agence Reuters le 29/07/2026, citant une source du Golfe, Oman a présenté à l'Iran une proposition visant à instaurer un mécanisme régional commun pour la gestion du détroit d'Ormuz, dans le cadre d'un système de tarification reposant sur des contributions volontaires. Selon cette proposition, l'Iran ne détiendrait plus seul le contrôle de cette voie maritime vitale. Cette proposition, soutenue au niveau régional, a été transmise en début de semaine aux responsables iraniens à Téhéran.

La proposition prévoit également que les parties utilisant le détroit d'Ormuz contribuent volontairement à un fonds. Il est prévu que ce fonds soit utilisé pour financer la gestion du trafic maritime, la protection de l'environnement, les opérations de recherche et de sauvetage ainsi que d'autres services.

Il apparaît que cette proposition vise à satisfaire les États-Unis. En effet, ceux-ci souhaitent empêcher l'Iran d'exercer seul sa domination sur le détroit d'Ormuz et veulent que sa gestion soit assurée conjointement avec Oman. Oman, pour sa part, redoute les États-Unis. À cet égard, le président américain Trump avait menacé, le 27/05/2026, de détruire Oman en répondant à une question portant sur un accord temporaire qui permettrait à Oman et à l'Iran de gérer conjointement le détroit d'Ormuz. S'exprimant devant les journalistes à la Maison-Blanche, il avait déclaré : « *Non, le détroit restera ouvert à tous.* » Il avait poursuivi : « *Il s'agit d'eaux internationales. Oman se comportera correctement, comme les autres ; dans le cas contraire, nous serons contraints de les faire exploser. Ils le savent et ils se tiendront tranquilles.* »

Par ailleurs, après une pause de six jours destinée à permettre la reprise des négociations, les États-Unis ont repris, le 29/07/2026, leurs attaques contre l'Iran. Selon la déclaration publiée, ces attaques ont visé les régions occidentales de l'Iran.

Le même jour, avec la participation de l'Arabie saoudite, les États-Unis ont mené des frappes aériennes contre des groupes armés pro-iraniens en Irak, en représailles aux attaques précédemment menées par des groupes armés affiliés à l'Iran.

Dans une déclaration publiée sur la plateforme X, le ministère saoudien de la Défense a indiqué : « *Nos systèmes de défense aérienne ont intercepté et détruit un grand nombre de drones qui tentaient de viser des installations pétrolières dans la Région orientale et dans la région de Riyad. Ces attaques terroristes ont été lancées depuis le territoire irakien et ont été menées par des milices terroristes affiliées à l'Iran.* »

Pour sa part, l'Organisation irakienne du Hachd al-Chaabi a annoncé que les frappes menées par les États-Unis et l'Arabie saoudite avaient fait des morts et des blessés.

Il apparaît que les États-Unis sont déterminés à soumettre l'Iran et à en faire un État qui leur soit inféodé. Ils cherchent ainsi à consolider leur domination sur l'ensemble de la région. Dans cette perspective, ils relancent d'une part les négociations et, lorsqu'ils constatent qu'ils ne parviennent pas à obtenir de progrès, reprennent d'autre part leurs attaques militaires afin d'affaiblir l'Iran et de le contraindre à capituler. Pour accentuer cette pression, ils cherchent également à rallier à leur camp les pays de la région, en particulier l'Arabie saoudite, et souhaitent qu'ils prennent pour cibles les alliés régionaux de l'Iran. En effet, outre les groupes pro-iraniens en Irak, l'Arabie saoudite a également mené des attaques contre les Houthis, alliés de l'Iran au Yémen.

La Turquie signe des accords avec l'Irak afin de renforcer son rôle en Irak.

Le Premier ministre irakien Ali al-Zaïdi s'est rendu en Turquie le 28/07/2026, où il a été reçu par le président Erdoğan au palais présidentiel d'Ankara.

Lors de la conférence de presse conjointe organisée par les deux dirigeants, Erdoğan a annoncé que des accords de coopération couvrant les domaines de la sécurité et de l'économie avaient été signés. Dans ce cadre, il a déclaré :

« Compte tenu des conditions difficiles que traverse la région, le dossier sécuritaire a occupé une place centrale dans nos entretiens. »

Il a également déclaré :

« La sécurité et la stabilité de l'Irak constituent un prolongement direct de la sécurité nationale de la Turquie. »

Erdoğan a en outre indiqué que *« le dialogue en matière militaire et sécuritaire se poursuivait dans le cadre de la lutte contre la menace terroriste »*.

Il apparaît que ces déclarations concernent l'Iran. En effet, celui-ci avait acquis une influence en Irak en contrepartie de la garantie qu'il assurait aux États-Unis quant à la préservation de leur influence et de la stabilité de l'Irak. Des responsables iraniens l'avaient d'ailleurs déclaré à plusieurs reprises. Aujourd'hui toutefois, les États-Unis n'ont plus besoin que l'Iran joue ce rôle. Ils souhaitent désormais en faire un État qui leur soit inféodé et ne veulent plus qu'il continue à jouer en Irak le rôle qu'il remplissait auparavant pour leur compte. Ils souhaitent plutôt que la Turquie se substitue à l'Iran, comme en Syrie. En effet, les États-Unis accordent désormais davantage de confiance à la Turquie, et le président Trump déclare ouvertement qu'il aime Erdoğan et que celui-ci sert les intérêts des États-Unis dans une mesure qu'aucun autre ne pourrait égaler.

Comme on le sait, les États-Unis poursuivent leurs attaques contre l'Iran en utilisant leurs bases militaires dans la région. Certaines de ces bases sont situées en Irak, d'autres en Turquie. Par conséquent, il est possible que l'Iran prenne ces bases pour cibles en guise de représailles ou qu'il ordonne à ses alliés dans la région de les attaquer.

En déclarant : *« La signature d'une série d'accords avec l'Irak constitue une étape historique dans le processus de partenariat entre les deux pays »*, Erdoğan a confirmé que le nouveau rôle que la Turquie assumera en Irak viendra remplacer celui qu'y jouait auparavant l'Iran.

Pour sa part, Ali al-Zaïdi a annoncé que *« l'Irak est prêt à fournir quotidiennement à la Turquie près d'un million de barils de pétrole »*. Il a également annoncé que la mise en œuvre effective du « Projet de la Route du Développement » avait débuté. Long de 1 200 kilomètres, ce projet reliera le port de Fao, situé dans le gouvernorat de Bassora sur les rives du golfe Persique, à la frontière turque, puis aux marchés européens.

Il apparaît que ce projet vise à surmonter les problèmes engendrés dans le secteur des transports par les affrontements entre les États-Unis et l'Iran dans le détroit d'Ormuz et ses environs.

Il est particulièrement significatif que cette visite, cette coordination et cette entente avec la Turquie soient intervenues immédiatement après la visite qu'Ali al-Zaïdi avait effectuée aux États-Unis le 17/07/2026. Cela montre que les États-Unis lui ont tracé une feuille de route et que, dans ce cadre, ils lui ont demandé de renforcer ses relations avec la Turquie et de mettre un terme à la coopération qu'il entretenait avec l'Iran. Au cours de cette visite, al-Zaïdi s'est également entretenu avec l'ambassadeur des États-Unis en Turquie, Tom Barrack. Celui-ci joue également un rôle actif dans la mise en œuvre de la politique américaine en Irak, en plus de la Syrie.

En recevant Ali al-Zaïdi à la Maison-Blanche, le président américain Trump a déclaré :

« J'aime l'Irak avec son Premier ministre. Je souhaitais tout particulièrement qu'il accède à cette fonction. »

Ces propos montrent que la nomination d'Ali al-Zaïdi au poste de Premier ministre, le 16/05/2026, s'est faite sur instruction des États-Unis. En effet, Trump s'était opposé au retour de Nouri al-Maliki à la tête du gouvernement. Bien que Maliki entretienne des relations étroites avec l'Iran, il est connu qu'il travaillait pour le compte des États-Unis et mettait en œuvre leurs plans. C'est également lui qui a signé, en 2008, avec les États-Unis, l'accord de sécurité leur accordant le droit d'intervenir en Irak chaque fois que les États-Unis estimaient que la prétendue démocratie était menacée ou que les autorités irakiennes en feraient la demande.

Ainsi, lorsque le temps de service de leurs agents arrive à son terme, lorsqu'ils changent de politique et que les États-Unis n'ont plus besoin d'eux, ou encore lorsqu'ils trouvent de nouvelles figures qu'ils jugent plus utiles à leurs intérêts, les États-Unis écartent leurs anciens agents sans la moindre hésitation.

C'est pour cette raison qu'Erdoğan, Mohammed ben Salmane, Sissi, les dirigeants du Pakistan, de l'Indonésie et des autres terres d'Islam rivalisent d'efforts pour prouver leur loyauté et leur allégeance aux États-Unis, les servir et servir leurs intérêts. Ils agissent ainsi afin d'obtenir l'approbation des États-Unis et de se maintenir au pouvoir.

Rédigé pour le Bureau central des médias du Hizb ut-Tahrir

Esad Mansur